Document

1930-2008 : Crises économiques structurelles - le rôle de l'Etat, par Joseph Stiglitz (II/II)

(contreinfo.info)

9 janvier 2012

Traçant un parallèle avec les années 1930, qu'il analyse comme la crise du passage d'une société agricole vers le monde industriel, Stiglitz voit dans la crise actuelle le résultat des déséquilibres provoqués par la transition de l'industrie aux services. Dans les deux cas, ce sont d'abord les gains de productivité qui sont en cause, note-t-il. L'augmentation de la production, accompagnée par une baisse des prix, du volume d'emploi et des revenus, provoque une crise de la demande avant que le nouveau secteur à même de prendre le relais soit arrivé à maturité. Aux USA, c'est l'effort de guerre, rappelle-t-il, qui a permis de créer les industries capables d'absorber les millions de paysans que la crise avait ruinés. « Le secteur privé ne veut ni ne peut par lui-même entreprendre une transformation structurelle de l'ampleur nécessaire, même si la Fed maintient son taux d'intérêt à zéro pour les années à venir. La seule méthode pour y parvenir, c'est une relance publique conçue non pas pour préserver l'ancienne économie, mais se concentrant plutôt sur la création d'une économie nouvelle, » juge-t-il, en appelant au lancement d'un programme d'investissement public massif dans la formation, les infrastructures et les nouvelles technologies de développement durable, mais aussi à une refonte de la finance, qui doit être ramené au rôle subalterne qu'elle n'aurait jamais du quitter.

Par Joseph E. Stiglitz, Vanity Fair, 28 décembre 2011

Les parallèles que l'on peut établir entre l'histoire de l'origine de la Grande Dépression et celle de notre Long Marasme sont importants. À l'époque, nous passions de l'agriculture à l'industrie. Aujourd'hui, nous passons de l'industrie à une économie de services. Le déclin de l'emploi dans l'industrie a été spectaculaire, passant d'environ un tiers de la population active il y a 60 ans à moins d'un dixième aujourd'hui. Et ce phénomène s'est accéléré de façon marquée au cours de la dernière décennie. Cette baisse a deux causes. Premièrement une plus grande productivité - la même dynamique qui avait révolutionné l'agriculture et contraint la majorité des agriculteurs américains à rechercher du travail ailleurs. Deuxièmement, la mondialisation, qui a délocalisé des millions d'emplois à l'étranger, dans les pays à bas salaires ou ceux qui ont investi davantage dans les infrastructures ou la technologie. (Comme Greenwald l'a souligné, la plupart des pertes d'emplois dans les années 1990 étaient liées à des augmentations de productivité, et non à la mondialisation) Quelle que soit la cause spécifique, le résultat - inévitable - est exactement le même qu'il y a 80 ans : une baisse du revenu et une disparition d'emplois. Les millions de chômeurs, anciens salariés de l'industrie auparavant employés dans des villes telles que Birmingham et Youngstown, Gary et Detroit, sont l'équivalent moderne des agriculteurs ruinés lors de la dépression.

Les conséquences en termes de dépenses de consommation, de santé économique, - sans parler du coût humain épouvantable - sont évidentes, bien que nous ayons été capables de les ignorer pour un temps. Durant la dernière période, les bulles dans les marchés immobiliers et du crédit ont dissimulé le problème, en créant une demande artificielle, qui à son tour a généré des emplois dans le secteur financier, dans le bâtiment et autres secteurs d'activité. La bulle a même réussi à faire oublier aux salariés que leurs revenus baissaient. Ils se sont réjouis de la possibilité de s'enrichir au-delà même de leurs rêves, lorsque la valeur de leurs maisons atteignit des sommets et que la valeur de leurs

fonds de pensions, investis dans le marché boursier, semblait devoir faire de même. Mais ces emplois étaient temporaires, basés sur du vent.

La majorité des macro-économistes affirment que lors d'une récession, le véritable problème n'est pas la baisse des salaires, mais leur rigidité. Si les salaires étaient plus flexibles (ce qui revient à dire moins élevés), les ralentissements économiques se corrigeraient d'eux-mêmes ! Mais ce n'était pas vrai pendant la Dépression, et ce n'est pas toujours vrai aujourd'hui. Bien au contraire, une réduction des salaires et des revenus ferait tout simplement baisser la demande, affaiblissant encore plus l'économie.

Parmi les quatre grands secteurs de services - finance, immobilier, santé et éducation - les deux premiers ont été surdimensionnés avant le début de la crise actuelle. Les deux autres, la santé et l'éducation, reçoivent traditionnellement un fort soutien de l'Etat. Mais, l'austérité à tous les étages - consistant à sabrer les budgets lors d'une récession - a tout particulièrement frappé l'éducation tout comme elle a décimé le secteur public dans son ensemble. Près de 700 000 emplois publics, de l'Etat et des collectivités territoriales, ont disparu ces quatre dernières années, reproduisant ce qui s'était déroulé durant la Dépression. Comme en 1937, les faucons anti-déficit réclament aujourd'hui le retour à l'équilibre budgétaire et toujours plus de compressions des dépenses. Au lieu de promouvoir une transition structurelle qui est inévitable - au lieu d'investir dans le capital humain, la technologie et l'infrastructure, qui finiront par nous amener là où nous devrions être, le gouvernement appuie sur le frein. Les stratégies actuelles ne peuvent produire qu'un résultat : elles assurent que le Long Marasme sera plus long et plus profond que nécessaire.

On peut tirer deux conclusions de cet bref rappel historique. La première est que l'économie ne rebondira pas d'elle-même, du moins pas dans un laps de temps qui convienne pour les gens ordinaires. Oui, tous ces logements saisis finiront par trouver quelqu'un qui y habitera, ou bien ils seront démolis. Les prix vont finir par se stabiliser et commenceront même à remonter. Les américains vont également s'adapter à un niveau de vie inférieur, et vont non seulement vivre selon leurs moyens, mais vivre en dessous de leurs moyens, en devant se battre pour rembourser une montagne de dettes. Mais les dégâts seront énormes. La conception que l'Amérique a d'elle-même, en tant que terre d'opportunité est déjà écornée. Les jeunes chômeurs sont sur le bord du chemin. Il sera plus difficile et plus difficile d'en ramener un nombre important sur une voie productive. Ils seront marqués à vie par ce qui advient aujourd'hui. En traversant les vallées industrielles du Midwest, les petites villes de la Plaine ou les concentrations d'usine du Sud, on voit l'image d'une décadence irréversible.

La politique monétaire ne nous aidera pas à sortir de ce pétrin. Ben Bernanke l'a, tardivement, en grande partie reconnu. La Fed a joué un rôle important dans la création des conditions actuelles - en encourageant la bulle qui a permis un niveau de consommation insoutenable - mais elle ne peut désormais que peu de choses pour atténuer les conséquences. Je peux comprendre que ses membres puissent ressentir un certain degré de culpabilité. Mais quiconque croyant que la politique monétaire va ramener à la vie l'économie sera amèrement déçu. Cette idée est une lubie, du genre dangereux.

Ce que nous devons faire, c'est lancer un programme d'investissements massifs - comme nous l'avons fait, presque par accident, il y a 80 ans - qui permette d'accroître notre productivité pour les années à venir, et permette également de créer des emplois dès maintenant. Cet investissement public, et le redressement du PIB qui en résulte, améliore le rendement de l'investissement privé. Les investissements publics pourraient viser à améliorer la qualité de vie et la productivité réelle, à la différence des investissements du secteur privé dirigés dans les innovations de la finance, qui se sont avérées être plutôt des armes financières de destruction massive.

Pouvons-nous réellement nous diriger vers cela, en l'absence d'une mobilisation pour une guerre mondiale ? Peut-être pas. La bonne nouvelle (en un sens), est que les États-Unis ont sous-investi dans les infrastructures, la technologie et l'éducation pendant des décennies, de sorte que le retour sur tout investissement supplémentaire est élevé, alors que le coût du capital est au plus bas, à un niveau sans précédent. Si nous empruntons aujourd'hui pour financer des investissements à haut rendement, le ratio de la dette par rapport au PIB - qui est la mesure habituelle de la soutenabilité de la dette - en sera nettement amélioré. Si dans le même temps nous augmentons les impôts - par exemple, pour le 1% des ménages les plus riches, en termes de revenu - cette soutenabilité serait encore améliorée.

Le secteur privé ne veut ni ne peut par lui-même entreprendre une transformation structurelle de l'ampleur nécessaire, même si la Fed maintient son taux d'intérêt à zéro pour les années à venir. La seule méthode pour y parvenir, c'est par une relance publique conçue non pas pour préserver l'ancienne économie, mais se concentrant plutôt sur la création d'une économie nouvelle. Nous devons effectuer la transition hors du secteur industriel, et en direction des services que les gens attendent - dans des activités productives qui accroissent le niveau de vie, pas celles qui augmentent le risque et l'inégalité. À cette fin, il existe beaucoup d'investissements à haut rendement que nous pouvons décider. L'éducation est un élément crucial - une population de haut niveau d'instruction est un moteur fondamental de croissance économique. Il est nécessaire d'apporter un soutien à la recherche fondamentale. Les investissements publics durant les décennies précédentes - par exemple, dans le développement d'Internet et de la biotechnologie - ont contribué à alimenter la croissance économique. Sans investissement dans la recherche fondamentale, comment alimenter la vague suivante d'innovation ? En attendant, les États pourraient certainement utiliser l'aide fédérale pour combler leurs déficits budgétaires. À long terme la croissance économique au rythme actuel de notre consommation de ressources est impossible. De ce fait, financer la recherche, des techniciens qualifiés, et des initiatives pour la production d'énergies plus propres et plus efficaces peuvent non seulement nous aider à sortir de la récession, mais aussi à bâtir une économie robuste pour les décennies à venir. Enfin, nos infrastructures délabrées, des routes et des chemins de fer aux digues et aux centrales électriques, sont une cible à privilégier pour des investissements rentables.

La deuxième conclusion est la suivante : Si nous nous attendons à maintenir un semblant de « normalité », nous devons réparer le système financier. Comme indiqué précédemment, l'implosion du secteur financier n'est peut être pas la cause de notre crise actuelle mais elle l'a rendue bien pire, et c'est un obstacle pour une reprise à long terme. Les petites et moyennes entreprises, en particulier les nouvelles, sont une source très importante de création d'emplois dans toute économie, et elles ont été particulièrement durement touchées. Il est nécessaire que les banques mettent un terme à leurs dangereuses spéculations et reviennent au métier ennuyeux consistant à accorder des prêts. Mais nous n'avons pas réparé le système financier. Nous avons versé de l'argent aux banques, sans restrictions, sans conditions, et sans une vision de la nature du système bancaire dont nous avons besoin et que nous voulons. Nous avons, en un mot, confondu la fin et les moyens. Un système bancaire est censé servir la société, et non l'inverse.

Que nous tolérions une telle confusion des fins et des moyens révèle quelque chose de profondément troublant sur l'orientation prise par notre économie et notre société. Les américains dans leur ensemble sont en train de comprendre ce qui s'est passé. Les manifestants à travers le pays, galvanisés par le mouvement Occuper Wall Street, le savent déjà.